

Discours Etienne Baulieu

Décoration Grand' Croix du Mérite par Emmanuel Macron

Bercy - mercredi 8 juin 2016

Merci beaucoup, Monsieur le Ministre, d'avoir accepté de décorer cinq Membres de l'Académie des Sciences lors d'une même cérémonie. Merci de votre accueil, merci de vos paroles. Je tenais à ce que nous vivions ensemble ce moment avec vous. D'abord parce que vous incarnez la jeunesse, et donc l'avenir que nous contribuons nous-même à inventer et à construire en tant que chercheurs. Ensuite parce que vous êtes Ministre de l'Économie, et que l'effort de Recherche, loin d'être une dépense publique superflue, est un investissement indispensable pour préparer la croissance de demain. À l'ère de l'économie de la connaissance quoi de plus important ? Oui, vraiment, notre réunion de ce soir en l'honneur de la Recherche, a du sens, dans un pays qui trop souvent semble douter de lui-même et de son avenir.

Merci également d'avoir bien voulu me donner la parole pour quelques instants. Ce faisant, j'espère représenter la pensée de mes collègues. Pour autant, je précise tout de suite qu'ils ne sont pas responsables de mes propos !

J'ai choisi d'aborder ce soir deux sujets : d'une part les conditions de la recherche scientifique actuelle en France, et d'autre part un thème particulier dont l'importance humanitaire et sociale est, à court terme, cruciale.

QUELQUES MOTS SUR LA RECHERCHE FRANÇAISE, D'ABORD.

Je serai direct : notre système pénalise trop souvent les acteurs de la Recherche. C'est fort regrettable, car la Recherche, je l'ai dit, est un moteur sous-exploité de notre croissance économique. Elle est aussi un formidable moyen de renforcer la fierté nationale, qui ne devrait pas se limiter à notre savoir-faire en matière de luxe ou de gastronomie !

C'est pourquoi il me semble important de promouvoir la création et le fonctionnement de nombreuses nouvelles initiatives de recherche qu'elles soient privées comme les startups ou académiques. Nous devons aussi corriger des conditions de carrière que je n'hésiterais pas à qualifier de dissuasives, qui poussent nos talents à s'expatrier et ne permettent pas d'attirer des spécialistes étrangers. Je pense en particulier à une meilleure prise en compte de la durée des recherches – jamais vraiment prévisibles. Aujourd'hui la Loi Sauvadet limite à 6 ans maximum les CDD pour les chercheurs, une durée clairement insuffisante pour un travail significatif. On pense trop souvent en France qu'en pénalisant le recours aux CDD on favorisera le développement des CDI ; erreur, on pénalise l'emploi et on dissuade les ambitions.

Autre source de découragement : la sacralisation abusive du principe de précaution, et tous les retards inutiles qu'elle provoque. En réalité, les chercheurs ne manquent pas de la prudence nécessaire si les conditions de travail sont normales et les moyens suffisants.

Qu'en est-il donc des moyens financiers ? Des inquiétudes existent quant aux soutiens de l'ANR tant pour ses crédits d'intervention que pour la pérennité de ses programmes d'investissement d'avenir. C'est tout le fonctionnement des laboratoires et des start-up de nos entrepreneurs de la science et de la recherche qui en dépend.

Pourquoi ne pas d'autre part inciter à l'investissement de grandes Sociétés privées qui pourraient y trouver un double profit, conceptuel et financier ? Le Crédit « impôt recherche » constitue déjà une contribution remarquable de l'État. Pourquoi ne pas orienter davantage la philanthropie vers la recherche ?

Pourquoi les labos de recherche constitués sous forme de Fondation ou autre entité à but non lucratif n'auraient-ils pas droit au Crédit Impôt recherche alors que déjà ils ne récupèrent pas la TVA ? Pourquoi ne pas laisser à nouveau leur place à des « programmes blancs » pour assurer la liberté de recherche, et développer plus de « grands projets » à long

terme ? alors que les jurys et les Comités établis choisissent souvent des voies de recherche déjà entamées plutôt que des approches originales, « out of the box » ?

En tout état de cause, les moyens financiers doivent être au rendez-vous. Quand apparaît, de temps à autre, la tentation de les limiter, je relis cette communication de Victor Hugo à l'Assemblée Nationale le 11 novembre 1848 : « Les réductions proposées sur le budget spécial des Sciences, des Lettres et des Arts sont mauvaises doublement : elles sont insignifiantes au point de vue financier et nuisibles à tous les autres points de vue ». Heureusement nous n'en sommes plus là !

MON DEUXIEME POINT EST JUSTEMENT UN EXEMPLE D'INVESTISSEMENT INDISPENSABLE : IL S'AGIT DE L'ENJEU DE LA DEPENDANCE

À l'évidence, le monde change plus vite que jamais, l'humanité se modifie.

Les hommes et les femmes vivent beaucoup plus longtemps depuis 50 ans. On prévoit d'atteindre souvent 130 ans en 2050. Et, d'ici là, le nombre des personnes de plus de 85 ans en France sera multiplié par 4 pour dépasser les 5 millions.

Le cœur, le foie, les poumons, les muscles, la peau, toutes les composantes de notre corps résistent de mieux en mieux au vieillissement. Toutes, sauf les organes sensoriels et le cerveau qui lui est plus vulnérable, avec son cortège de pathologies se traduisant par des démences séniles fréquentes et graves. La dépendance qui en résulte est un drame humain et social. Pour les personnes affectées d'abord, ces maladies sont une atteinte à leur dignité car elles les privent de leurs souvenirs et donc de leur identité. Pour les familles et les proches, elles sont une source de souffrance et une charge financière importante. Pour la collectivité toute entière, elles sont un enjeu majeur.

Monsieur le Ministre, vous qui avez une pensée originale et souvent non-conventionnelle, je suis certain que vous comprendrez ce que je souhaite souligner ce soir. Nous avons le choix. Soit prendre acte des dégâts des maladies du grand-âge et simplement en accompagner les effets. Soit se fixer un objectif plus ambitieux : guérir et même prévenir les maladies qui provoquent la dépendance.

Je le dis clairement : le premier choix, celui que nous faisons aujourd'hui collectivement, est un contre-sens moral et économique. Le quart des dépenses sociales des départements est déjà mobilisée par la seule APA l'Allocation Pour l'Autonomie (appréciez l'euphémisme s'agissant de la dépendance ...). Les charges de la dépendance pour les familles ont dépassé les sept milliards d'euros. Le total des dépenses, publiques et privées, est de plus de 30 milliards d'euros par an. Les projections portent ce nombre à 50 milliards d'euros en 2060.

50 milliards... Pourrons-nous longtemps accepter un débat qui se contente de fixer le curseur entre le choix d'augmenter les cotisations ou les impôts et celui de recourir aux assurances ?

Je défends une autre perspective : investir une somme conséquente, mais proportionnellement assez modeste, à la recherche. Mobilisons 5% de nos dépenses publiques aujourd'hui consacrées à l'accompagnement de la dépendance et réglons le problème. Osons des approches plus radicales, biologiques, médicamenteuses.

La plus grave des altérations démentielles du cerveau, la maladie d'Alzheimer, décrite en 1907, n'est pas encore soignée et on ne sait toujours pas détecter son développement biochimique pré-clinique qui dure 10 à 20 ans. Or des espoirs existent, des voix originales émergent mais ont du mal à se faire entendre. Mon propre labo a découvert par hasard (moi je considère que j'ai eu de la chance) une protéine qui s'oppose à la fameuse protéine Tau pathologique, dont l'altération est la signature de la plupart des maladies neurodégénératives. Or, cette voie de recherche logique et originale que nous essayons de concrétiser thérapeutiquement est à peine aidée par les pouvoirs publics. Heureusement, nous pouvons compter sur la générosité de mécènes, et je remercie ici tous ceux qui nous accompagnent. Grâce à eux, il y a l'espoir de pouvoir appliquer les résultats déjà obtenus au diagnostic et au traitement précoce voire préventif de la maladie.. Cette stratégie n'est pas la seule possible, et il faut permettre à toutes les hypothèses sérieuses de s'exprimer. Mais quoi qu'il arrive, encourageons et faisons la promotion des efforts des recherches françaises dans ce domaine de première importance.

EN CONCLUSION,

Il y a beaucoup de très bons chercheurs scientifiques en France. Il n'y a aucune raison pour eux de ne pas s'attaquer aux questions de pathologie les plus difficiles. Il faut en revanche améliorer leurs conditions de recherche, accroître leurs moyens d'agir, développer l'aide à la recherche. L'enjeu est scientifique bien sûr, économique pour une large part, enfin social et surtout humain.

Je vous remercie, de votre écoute et surtout de votre présence.